

Jean Zay et la gauche du radicalisme

sous la direction de
Antoine Prost

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Antoine Prost**

**Jean Zay et la gauche du
radicalisme**

2003



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

Alors que le parti radical, entre les deux guerres notamment, apparaît comme un parti du centre, certains de ses leaders, comme Jean Zay, sont incontestablement des hommes de gauche. Quelle est donc l'identité de cette gauche ? Quelles en sont les composantes ? À quels idéaux se reconnaît-elle ? C'est à ces questions que ce livre répond, en explorant la gauche radicale, à partir de la Belle Epoque jusqu'à l'internement de Jean Zay à Riom dans la Résistance. Ce parcours fait apparaître le radicalisme sous un jour renouvelé. Certes, on s'attendait à ce que des thèmes tels que la laïcité de l'État, l'importance de l'éducation, ou l'attachement aux usages parlementaires soient au centre des identités de cette gauche. Mais on découvre d'autres tendances : d'abord, la valorisation de la gauche comme telle, c'est-à-dire l'évidence du clivage gauche-droite. L'importance des questions internationales ensuite : cette gauche se distingue par ses positions en matière de défense nationale. Pour ces radicaux, la démocratie et la paix sont une seule et même cause. Enfin, ce livre montre la vitalité du débat politique à l'époque et donne à voir une culture politique d'un premier XXe siècle bien différente de la nôtre. Le radicalisme ainsi revisité ne mérite pas le discrédit dans lequel il est tombé aux yeux de beaucoup : l'identité de la gauche du radicalisme réside dans l'affirmation du sérieux et de la noblesse de la politique.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724681369

ISBN papier : 9782724608953

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

Présentation (Antoine Prost)

PREMIÈRE PARTIE – GAUCHE DU RADICALISME ET RADICAUX DE GAUCHE AVANT 1914

Chapitre 1. La gauche du radicalisme à la veille de 1914 (Gérard Baal)

- Le combisme
- Le radicalisme au temps de Clemenceau
- À l'heure du « briandisme »
- L'embellie illusoire de 1911
- Face à Poincaré
- La loi de trois ans
- Le congrès de Pau
- Les élections de 1914
- L'été 1914

Chapitre 2. Camille Pelletan (Paul Baquiast)

- La carrière
- La personnalité
- Les conceptions politiques

Chapitre 3. Le sentiment religieux et les combats laïques de Ferdinand Buisson (1864-1932) (Jacqueline Lalouette)

- Dieu
- Le Christ
- La religion
- L'anticléricalisme et l'anticongréganisme
- La laïcité
- Les engagements

Chapitre 4. Louis Malvy, ministre de l'Intérieur pendant la

première guerre mondiale (Jean-Louis Robert)

La République en guerre reste la République

Un programme social anticipateur

Peut-on parler d'un radicalisme de gauche ?

DEUXIÈME PARTIE – GAUCHE DU RADICALISME ET JEUNES-TURCS DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Chapitre 5. Le renouvellement du Parti radical dans les années 1930 : un renouveau de la gauche ? (Serge Berstein)

Les origines de la rénovation du radicalisme

La tentative de rénovation du Parti radical (1926-1933)

La rénovation du Parti radical constitue-t-elle un retour vers la gauche ?

Chapitre 6. Derrière l'étendard du pastiche (Olivier Loubes)

Attributions : le « Drapeau » sans maître ?

À la manière de Gustave Hervé ?

Généalogie : un « jeune » homme contre la guerre

Chapitre 7. Jean Zay, les années de formation et l'engagement en politique (Pierre Girard)

Jean Zay et les questions internationales

Jean Zay et la réforme de l'État

Jean Zay et les questions économiques et sociales

Jean Zay et les questions de stratégie politique

Chapitre 8. Le cas de Pierre Cot (Sabine Jansen)

Raisons et modalités de l'engagement de Pierre Cot au Parti radical

Les relations avec le courant Jeune-Turc

Les positions de Pierre Cot et leur évolution

Les relations avec les communistes et les socialistes

Chapitre 9. Jacques Kayser : une figure intellectuelle du radicalisme de gauche (Aurélien Bouet)

Un engagement précoce au sein du Parti radical
Un Jeune Radical de gauche résolu à rénover son parti
Un défenseur de l'ancrage à gauche du Parti radical
Un patriote attaché au maintien de la paix

TROISIÈME PARTIE – JEAN ZAY

Chapitre 10. Jean Zay, élu du Loiret (François Marlin)

La candidature de 1932 : pourquoi Jean Zay fut-il choisi ?

Les raisons du succès

Jean Zay, le métier d'élu et la solidarité gouvernementale

Chapitre 11. Jean Zay et le Parti radical (Pierre Girard)

Jean Zay et l'intégration du Parti radical au Front populaire

L'action ministérielle et la solidarité gouvernementale

Chapitre 12. Les instructions de 1938 (Antoine Prost)

Une conception globale

Un humanisme conséquent

Une méthode active et concrète

Chapitre 13. Jean Zay et la Résistance (Benoît Verny)

Jean Zay résistant d'honneur

Jean Zay, inspirateur de résistance

Des faits nouveaux

Jean Zay rédacteur d'écrits résistants

Des liens oubliés

ÉPILOGUE – LE MENDÉSISME

Chapitre 14. Le mendésisme est-il un radicalisme de gauche ? (Jean-Louis Rizzo)

Un authentique radical de gauche

Une action politique inscrite dans cette perspective

Les strates du mendésisme

Chapitre 15. L'échec de la greffe mendésiste : Un radicalisme de gauche est-il possible ? (Serge Bernstein)

Le Parti radical dans les années 1950

L'échec de la greffe mendésiste sur le Parti radical

Présentation

Antoine Prost

Antoine Prost, professeur émérite de l'Université Paris I

Jean Zay, député radical d'Orléans en 1932, ministre de l'Éducation nationale de juin 1936 à septembre 1939, fut assassiné par des miliciens le 20 juin 1944 alors qu'il allait avoir quarante ans.

L'université d'Orléans ne pouvait pas ne pas s'associer à cet anniversaire, mais elle le fit à sa façon : universitaire. Le rôle des clercs n'est pas de devenir les thuriféraires des causes, même les meilleures, et l'hagiographie n'est point l'histoire. Pour bien marquer cette distance, les historiens, qui ont conçu le colloque dont on va lire les actes remaniés, ont choisi de le tenir à une date différente de celle des commémorations et dans des lieux universitaires : les deux universités de Paris I Panthéon-Sorbonne et d'Orléans. Ils ont surtout choisi de centrer ce colloque sur une question historique qui dépasse la personne de Jean Zay, tout en contribuant à l'éclairer. Le comité scientifique, constitué de Serge Berstein, Pascal Ory, Antoine Prost, Jean-Louis Robert, assistés de deux spécialistes de Jean Zay, Olivier Loubes et Pierre Girard, en a défini le canevas et l'a conçu, d'emblée, comme un livre. C'est ce livre que nous livrons au public.

Il est centré sur une question simple : l'identité de la gauche du radicalisme. Alors que le parti radical, entre les deux guerres notamment, apparaît comme un Parti du centre, pivot de toutes les coalitions, de gauche avec le Cartel, ou de droite avec les différentes formes d'union nationale, certains de ses leaders, et non des moindres comme Jean Zay, sont incontestablement des hommes de gauche. Quelle est donc l'identité de cette gauche, à l'intérieur même du parti ? Quelles en sont les composantes ? À quels idéaux se reconnaît-elle ?

À cette question, nous avons cherché une réponse d'abord en explorant la gauche du radicalisme pendant ce qu'il faut appeler la Belle Époque,

doublement, car elle fut belle à la fois pour la France et pour le Parti radical. Fondé en 1901, le Parti radical et radical-socialiste est alors à son apogée et il tend à se confondre avec la République elle-même. Dans son intitulé, il affiche pourtant une dualité significative. Contesté par la montée, sur sa gauche, du Parti socialiste unifié en 1904, il se divise sur la ligne politique à adopter : faut-il combattre le socialisme, dont l'internationalisme semble menacer l'esprit patriotique alors que l'impérialisme allemand se fait plus menaçant ; faut-il, au contraire, lui disputer une clientèle profondément attachée aux idéaux républicains en engageant des réformes qu'il pourrait approuver ?

Pour éclairer le débat, nous avons choisi, après une mise en place synthétique de l'évolution du parti du combisme à la guerre, de centrer l'analyse sur deux grandes figures où la gauche du parti peut trouver ses références : Pelletan et Buisson. À une époque où le débat d'idées est au cœur des choix politiques, leurs discours et leurs prises de position ont marqué durablement. Il nous a paru également essentiel de consacrer un chapitre à Malvy : jamais, en effet, l'articulation concrète entre les deux objectifs indissociables des radicaux, la défense de la patrie et la volonté de réforme, n'a été aussi difficile à définir et délicate à mettre en œuvre que pendant les longs mois de guerre où ce radical eut la responsabilité de l'Intérieur.

Pendant l'entre-deux-guerres, la question centrale à laquelle nous nous sommes attachés est celle des Jeunes-Turcs. On a coutume de voir en eux une jeune gauche, qui viendrait revivifier un parti dont les idéaux s'épuisent. Les choses ne sont pas si simples et les Jeunes-Turcs ne sont pas tous aussi à gauche qu'on le dit, ou que l'est Jean Zay. Suivant la méthode déjà suivie pour la Belle Époque, nous avons commencé par une synthèse générale. Nous avons ensuite consacré un chapitre au pastiche intitulé « Le Drapeau », qui valut à Jean Zay tant d'attaques de ses adversaires, car ce texte controversé pose bien la question du pacifisme de cette génération de radicaux trop jeunes pour avoir fait la guerre. Puis nous avons braqué nos projecteurs sur les figures de proue des Jeunes-Turcs, Pierre Cot, Jacques Kayser et Jean Zay lui-même. En toute justice, il aurait fallu leur adjoindre Pierre Mendès France, mais son itinéraire est bien connu et il ne nous a pas semblé utile de résumer ici des biographies justement célèbres.

C'est pour la même raison que nous n'avons pas voulu, dans la troisième partie consacrée à Jean Zay, reprendre l'examen d'ensemble

de sa politique au ministère de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, qui a fait l'objet de la thèse magistrale de Pascal Ory^[1]. Nous n'avons pas non plus cherché à présenter une biographie complète de Jean Zay. Non que l'entreprise soit inutile : une carrière politique aussi brillante que la sienne, et qui se termine si vite et si tragiquement, mérite un grand livre. Mais notre propos était plus modeste : dans la problématique retenue, il importait de voir pourquoi Jean Zay apparaît comme une figure emblématique d'une gauche authentique, mais authentiquement radicale-socialiste. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à sa position au sein du Parti radical, à son rôle dans sa circonscription, et, pour ce qui concerne son passage rue de Grenelle, à l'originalité de ses conceptions pédagogiques. Cette troisième partie de l'ouvrage se conclut par une découverte paradoxale : le rôle de l'interné de Riom dans la Résistance.

Restait à conclure cet ouvrage, sans quitter l'histoire pour la politique contemporaine, qui voit la scission des radicaux en deux groupes rejoignant l'un la droite, l'autre la gauche. Au vrai, cet éclatement même signe la fin d'une trajectoire. Pour comprendre cet aboutissement, nous nous sommes interrogés sur l'échec de la greffe mendésiste, qui clôt, d'une certaine façon, l'histoire de la gauche du radicalisme.

Ce parcours qui déborde la première moitié du XXe siècle fait apparaître le radicalisme sous un jour renouvelé. Certes, on s'attendait à ce que des thèmes tels que la laïcité de l'État, l'importance de l'éducation, ou l'attachement aux usages parlementaires, soient au centre des identités de cette gauche. Mais quand on examine, comme les chapitres de ce livre nous y convient, les positions des leaders de cette gauche, et les raisons qu'ils invoquent pour justifier ces positions, trois constats s'imposent.

Le premier est la valorisation de la gauche comme telle. Ou, si l'on préfère, la dévalorisation de la droite. C'est-à-dire l'évidence même du clivage gauche/droite. Sa réalité ne se discute pas : il existe deux camps entre lesquels les compromissions ne sont pas acceptables. Sur ce point, la gauche s'affirme par une intransigeance que ne partage pas au même point le reste du parti, plus sensible aux nécessités de l'action réaliste. « Pas d'ennemi à gauche » est ici un principe fondateur même s'il n'est pas toujours applicable. Un principe, au sens fort, moral, du terme : un impératif auquel on ne saurait déroger sans faute et donc sans remords. La gauche du radicalisme se définit d'abord par cette

position même, par cette volonté d'être à la gauche du parti, qui donne souvent à son discours valeur performative.

Le second constat est celui de l'importance des questions internationales. Au seuil du XXI^e siècle, nous vivons dans une Europe en train de se faire, où l'intérêt sacré des États-nations du XIX^e siècle a perdu son évidence et une partie de sa légitimité. Raymond Aron définissait l'État-nation par la capacité à décider la guerre pour la défense de ce qu'il estime son intérêt. La guerre s'éloigne et de notre champ d'expérience et de notre horizon d'attente : elle n'est plus, pour la majorité des Français, une perspective possible ; la nation en armes a laissé la place à des corps expéditionnaires ou à des forces d'intervention, pour des conflits limités où nos intérêts nationaux ne sont pas en jeu.

Par contraste, on ne le dira jamais assez, la première moitié du XX^e siècle est dominée par la guerre, hantée par elle. Ce qui donne aux options de politique étrangère un rôle central dans la définition des identités politiques. Avant 1914, comme entre les deux guerres, la gauche du radicalisme se distingue de la droite non par un moindre patriotisme – le sien a des accents de 1792 et de 1871 – mais par ses positions en matière de défense nationale. C'est l'hostilité à la loi de trois ans, en 1913-1914, le pacifisme et l'attachement à la SDN après la guerre, jusqu'aux révisions, plus naturelles que déchirantes, auxquelles l'incontestable réalité de la menace hitlérienne conduit un Jean Zay, ministre au temps de Munich.

Cette attitude s'enracine dans l'idéal un peu utopique d'une République universelle : profondément convaincus que tous les hommes sont frères, ces radicaux ne sont pas loin de juger artificiels les conflits entre États. Ils n'ont pas oublié les guerres du second Empire et la dépêche d'Emms ; pour eux, les souverains peuvent vouloir la guerre par intérêt, non les peuples. La démocratie et la paix sont donc une seule et même cause, car une nation démocratique ne peut vouloir que la paix. Il s'y ajoute une méfiance profonde envers l'institution militaire. Non seulement en raison des convictions fort peu républicaines de beaucoup d'officiers de carrière, mais plus profondément parce que, par définition, l'armée n'est pas démocratique. Ces radicaux sont du côté de la pédagogie, qui convainc, qui modèle par une action persuasive et continue, dans le respect de l'élève et de son activité, non du côté du commandement, de l'ordre sans appel, de la hiérarchie. Leur profond individualisme répugne

à tout caporalisme. Ce qui fait d'un Pelletan, ministre de la Marine, un paradoxe vivant.

En dernier lieu, on est frappé par la vitalité du débat politique, au sein même du radicalisme. C'est, pour une part, un effet de position : sur l'échiquier parlementaire, le Parti radical occupe une place à la fois si importante et si stratégique qu'il attire irrésistiblement les jeunes talents décidés à faire de la politique active. Si l'on veut jouer un jour un rôle dans les affaires du pays, c'est là qu'il faut être. Mais c'est sans doute, pour une autre part, un effet d'époque. La culture politique de la première moitié du XXe siècle accordait moins d'importance que la nôtre aux questions économiques et sociales, elle était moins technocratique, plus juridique, philosophique et rhétorique. Ce qui nourrit assurément et anime le débat.

Au total, le radicalisme ainsi revisité ne mérite pas le discrédit dans lequel il est tombé aux yeux de beaucoup. Les reproches d'opportunisme et de politique politicienne, fréquemment avancés entre les deux guerres, pour ne pas parler des scandales, passent au second plan. Au premier, apparaissent des hommes de talent, désireux certes de faire carrière, mais qui choisissent la politique pour ses enjeux : consacrer son activité à des questions dont dépendent la liberté des citoyens, l'avenir du pays et la paix, n'est pas une ambition subalterne ou mesquine. L'identité de la gauche du radicalisme réside aussi, et peut-être d'abord, dans cette affirmation du sérieux et de la noblesse de la politique.

Notes du chapitre

[1] Pascal Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.

Première partie – Gauche du radicalisme et radicaux de gauche avant 1914

Chapitre 1. La gauche du radicalisme à la veille de 1914

Gérard Baal

Gérard Baal, professeur à l'Université de Poitiers

Ce que Jaurès appelait la « dualité essentielle » du radicalisme^[1] est une donnée ancienne. Depuis les années 1880, il existe deux groupes radicaux à la Chambre, une extrême gauche intransigeante (rebaptisée plus tard groupe radical-socialiste) et un groupe plus modéré, la Gauche radicale. Entre radicaux doctrinaires et « radicaux de gouvernement », l'entente ne va pas de soi. Camille Pelletan considère en 1897 que Léon Bourgeois et ses amis sont « de très bons républicains », « un peu timides, un peu lâches », « qui n'ont jamais été radicaux, même quand ils exerçaient le pouvoir sous ce titre^[2] ». Les deux sensibilités se sont rapprochées dans les années 1890, à la faveur des tentatives de regroupement qui conduiront à la fondation du parti organisé en 1901^[3]. Ce qui unit tous les radicaux, c'est le refus de l'apaisement religieux, l'opposition au Ralliement et à « l'esprit nou-veau », l'attachement au « vieil esprit républicain » : il n'y a pas de vraie République sans défense républicaine, car la République est forcément toujours en butte aux attaques de la « réac-tion ». Le radicalisme préserve ainsi une identité que menaçaient l'obsolescence de ses vieux chevaux de bataille (la révision constitutionnelle, la séparation de l'Église et de l'État) et la concurrence socialiste.

Le congrès fondateur de 1901 ne crée pas un parti monolithique. Henri Brisson y donne de la triple appellation du parti (républicain radical et radical-socialiste) une exégèse qui, prise à la lettre, ouvrirait ses rangs à des hommes qui soutiennent la défense républicaine « sans avoir jamais reçu ni pris l'étiquette de radical et de radical-socialiste^[4] ». À deux semaines du congrès, Pelletan doutait de la possibilité de fusionner « l'ancienne extrême gauche » et les « radicaux modérés^[5] ». Il sera

tout de même le principal rédacteur de la charte idéologique du parti. Et l'élément « avancé », « radical-socialiste », sera toujours plus massivement représenté dans les congrès que l'élément simplement « radical ». Mais on n'a pas unifié le radicalisme parlementaire. Jusqu'en 1913, les députés valaisiens restent répartis entre deux groupes, ouverts aussi à des députés d'étiquette radicale non inscrits au parti. Le groupe radical-socialiste est toujours le plus proche du parti organisé : en 1909, 82 % des députés radicaux-socialistes cotisent au parti, contre seulement 61 % des députés de la Gauche radicale.

Le combisme

Jusqu'en 1905-1906, les divisions ont été estompées par le combisme triomphant. Il a légué au radicalisme, particulièrement à son aile gauche, un archétype de politique authentiquement radicale, un étalon auquel on mesurera le degré de républicanisme des gouvernements.

Le combisme, c'est bien sûr la bataille anticléricale ; c'est l'expression exacerbée de la défense républicaine. La République combiste est un régime partisan, servi par une administration engagée, appuyé sur un réseau agissant d'organisations militantes^[6]. L'adversaire, c'est la droite cléricale et nationaliste, ce sont aussi les « progressistes » qui s'opposent au bloc et ne sont plus considérés comme de vrais républicains. Pour saper leur influence, la partialité administrative, le clientélisme et le favoritisme, le recours aux « fiches » maçonniques sont des procédés légitimes.

Le combisme, c'est aussi la promesse de la démocratie sociale, bien qu'on ait reproché à Combes de tromper l'appétit populaire en lui faisant « manger du curé »... La masse des militants du bloc adhère au « postulat combiste » : la lutte anticléricale est le préalable nécessaire à la réalisation des réformes sociales. « On ne serait pas un vrai républicain si on ne voulait pas l'affranchissement social en même temps que l'affranchissement moral^[7]. » Les congrès radicaux multiplient les promesses réformatrices qui inspireront les manifestes électoraux de 1906 : réforme fiscale, retraites ouvrières, assurances sociales, nationalisation des « monopoles » pour briser la puissance des « féodalités » industrielles et financières. Le but final, c'est la propriété pour tous, la disparition du salariat et du prolétariat.

Le combisme, c'est enfin l'union des gauches. « Pas d'ennemis à gauche » est la devise du Bloc. L'union du radicalisme et du socialisme garantit la bonne volonté sociale de la grande armée républicaine dont le socialisme est « l'avant-garde ». La foi dans le progrès indéfini fait reconnaître à l'utopie socialiste un droit de cité dans la République^[8].

Le radicalisme au temps de Clemenceau

La victoire électorale de 1906 et l'arrivée au pouvoir de Clemenceau ouvrent une période où les radicaux vont étaler leurs divisions. Après la séparation de l'Église et de l'État, le parti ne réussit pas à prouver qu'il est aussi un parti de réforme sociale. Les formules combistes se révèlent inadaptées à une conjoncture nouvelle. Le socialisme, unifié en 1905 sur des bases révolutionnaires, n'est plus un partenaire complaisant, mais un rival qui spéculé sur la « faillite » prochaine du radicalisme « bourgeois ». Les radicaux s'indignent de voir les socialistes défendre les syndicalistes anarchistes et antipatriotes ; ils s'inquiètent de l'effet des campagnes pacifistes de Jaurès sur la volonté défensive de la nation.

Le radicalisme gouvernemental ne tient pas ses promesses. Ni l'impôt sur le revenu, ni les retraites ouvrières n'ont abouti lorsque Clemenceau quitte le pouvoir en 1909. Beaucoup de radicaux donnent la priorité à la lutte contre la subversion. Dans les rapports avec les socialistes, l'œcuménisme blocard a fait place à l'invective et aux mauvais coups électoraux. Inversement, le gouvernement reçoit le soutien d'une partie des progressistes. Ce virage droitier est combattu par une opposition de gauche qualifiée de « combiste » par les contemporains. Il s'agit d'une minorité de députés, essentiellement radicaux-socialistes^[9], qui sont un peu plus jeunes et ont moins d'ancienneté parlementaire que les « mameluks » clemencistes, même si leurs leaders sont des vétérans, Combes, Pelletan, Berteaux, Ferdinand Buisson, Henri Michel. L'opposition s'exprime dans des journaux comme *L'Action*, *La Lanterne* et surtout *Le Rappel* devenu, grâce aux subsides de Berteaux, l'organe officiel de la « dissidence ».

Les combistes dénoncent l'ajournement des réformes, la dérive « opportuniste » du radicalisme qui est en train de prendre, dit Pelletan, « le grand chemin de la faillite ». Les radicaux défendent les classes

moyennes au lieu de faire, « à l'exemple de nos pères de la Révolution qui étaient en majeure partie des bourgeois, une politique de justice par-dessus toutes les politiques de classe^[10] ». Les combistes sont des « blocards incurables^[11] » qui ne prennent pas au tragique l'extrémisme de la CGT et la rhétorique révolutionnaire du socialisme. « Le seul moyen d'arracher les masses ouvrières aux excitations violentes de la CGT, c'est de leur inspirer confiance dans l'efficacité de l'action légale, dans la fécondité de l'action parlementaire, et de leur apporter non le mirage, mais la réalité des réformes promises^[12]. » Les syndicats s'assagirent en devenant plus massifs : « Le seul remède contre le syndicalisme révolutionnaire, c'est le syndicalisme républicain, c'est le syndicalisme tout court^[13]. » Les combistes acceptent l'octroi du droit syndical aux fonctionnaires : dans les Bourses du Travail, les instituteurs « feraient besogne de conseillers judicieux, et non d'énergumènes^[14] ». Il faut refaire le Bloc, car « il n'y a jamais eu que deux partis dans les luttes politiques, celui qui veut faire cesser les abus et celui qui veut les conserver ». En revanche, il faut refuser tout rapprochement avec le Parti progressiste, « complice grognon de la révolution réactionnaire^[15] ».

L'opposition a l'oreille des militants. Les congrès, qui avaient acclamé Combes, ne votent jamais de félicitations à Clemenceau. Ils font échec aux manœuvres de la droite du parti, qui réclamait le « divorce » d'avec les socialistes, c'est-à-dire l'abandon de la discipline républicaine aux élections. Ils adoptent des textes doctrinaux (notamment, en 1907, le programme de Nancy) qui restent d'inspiration socialisante^[16].

Les combistes n'ont pourtant pas ramené à gauche le gros du radicalisme parlementaire. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. D'abord, bien entendu, la réalité de ce que Pelletan appelle le « refroidissement » des radicaux^[17], le peu de goût de la moyenne bourgeoisie républicaine pour les réformes fiscales et sociales. Il s'y ajoute le réflexe d'ordre, la crispation autoritaire devant les grandes manœuvres révolutionnaires de la CGT. Les appels incantatoires à la reconstitution du Bloc méconnaissent le profond changement de l'attitude du Parti socialiste depuis 1905. Charles Dumont, qui vote souvent contre Clemenceau, déplore que Jaurès ne se désolidarise pas des extrémistes : « Si le Parti radical s'alourdit de tout le poids de la faveur des bourgeois conservateurs, n'est-ce pas pour beaucoup parce que le Parti socialiste est lui-même disloqué par l'action des

anarchistes ? [...] Tant que les socialistes garderont dans l'unité les anarchistes, Clemenceau n'aura qu'à moitié tort et, radicaux attachés à un tout autre idéal de gouvernement et d'action, nous ne pourrons le combattre qu'à moitié^[18]. » En un temps où s'exacerbe la concurrence électorale, où la discipline républicaine est moribonde, le patriotisme de parti joue contre les combistes, accusés d'affaiblir leur propre camp par leurs critiques systématiques^[19].

Enfin, les anticlemencistes ne peuvent pleinement exploiter le capital de sympathie dont ils disposent chez les militants, car leur conception du parti fait qu'ils répugnent à imposer aux élus du suffrage universel les vues d'une organisation militante principalement composée d'individualités sans mandat. En mai 1907, Pelletan s'oppose à l'adoption par le comité exécutif d'une motion antigouvernementale : « Nous n'avons pas ici à renverser les ministères. Nous nous engagerions dans une voie dangereuse en voulant parler au nom du comité exécutif à la tribune de la Chambre^[20]. » Face à la grève des postiers de mai 1909, le comité exécutif ose condamner la politique de Clemenceau et demander au président du parti d'exposer les griefs des radicaux à la tribune de la Chambre. Mais le président Lafferre refuse d'obtempérer et la gauche finit par s'incliner.

Le radicalisme s'est tellement déchiré que ses voisins spéculent sur sa dissociation. Pour Jaurès, le parti est « à l'état de contradiction interne et de déchirement imminent ». « Il y a dans le radicalisme deux tendances contraires. Il y a le radicalisme conservateur qui va se confondre avec l'Alliance démocratique. [...] Et il y a le radicalisme démocratique qui ne peut, sans abdication et sans suicide, rompre avec la force ouvrière et socialiste. » Le radicalisme doit « reconnaître sa dualité essentielle » et « se définir en se dissociant^[21] ». Jaurès voit dans le remplacement du scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste avec représentation proportionnelle le moyen d'imposer aux radicaux cette clarification. Leurs voisins modérés, les hommes de l'Alliance démocratique, voudraient eux aussi voir les radicaux « non socialisants » rompre avec la gauche du parti, qui « tend de plus en plus à se confondre avec le collectivisme^[22] », pour former avec eux et avec les moins rétrogrades des progressistes un grand parti de gouvernement.

À l'heure du « briandisme »

Les quatre années qui suivent la chute de Clemenceau voient décliner l'influence du radicalisme. Il fournit toujours les gros bataillons de la majorité parlementaire, mais les chefs de gouvernement sont pris en dehors de ses rangs. La politique d'apaisement de Briand est bien accueillie par la droite et les modérés. Le déclin est aussi électoral. En 1910, beaucoup de sortants valosiens mordent la poussière et sont remplacés par des néophytes indifférents à la doctrine du parti : en 1912, 61 % seulement des députés radicaux-socialistes et 36,4 % des membres de la Gauche radicale sont encore inscrits au parti.

L'apaisement prend à rebrousse-poil la tradition d'intransigeance républicaine et paraît une réédition de l'esprit nouveau. En octobre 1910, le congrès de Rouen condamne « une politique de compromissions réactionnaires qui jette le désarroi dans l'idée républicaine » et réclame le retour aux « méthodes de gouvernement qui ont assuré le succès de la République laïque, démocratique et sociale ». Il choisit significativement de porter Combes à la présidence du parti. Mais cela ne veut pas dire que le radicalisme soit redevenu combiste comme avant 1906. Le refus de l'apaisement religieux ne suffit pas à assurer un réancrage à gauche. Le combisme, c'était aussi la bonne volonté sociale et l'alliance socialiste. Or le zèle réformateur continue de s'essouffler. Jaurès, commentant la campagne électorale de 1910, parle d'un « radicalisme modern style », qui chante toujours « le vieil air », mais « en a baissé de plusieurs tons la musique^[23] ». Même si les radicaux n'approuvent pas tous la brutalité avec laquelle Briand brise, en octobre 1910, la grève des chemins de fer, cet épisode a réveillé l'obsession de l'ordre. Les radicaux reprochent aux socialistes de ne pas condamner les sabotages anarchistes ou hervéistes sur les réseaux ferroviaire et télégraphique^[24].

Dans ces conditions, la reconstitution de l'union des gauches reste un vœu pieux. D'autant que le débat sur la réforme électorale, qui domine la politique intérieure de 1909 à 1913, aggrave le contentieux avec les socialistes, tout en contribuant à paralyser le radicalisme de gauche. Jaurès fait de la représentation proportionnelle (la « RP ») la panacée qui ramènerait le Parlement à une politique de réforme et opérerait dans la nébuleuse radicale la clarification nécessaire. Or le radicalisme est divisé entre une minorité proportionnaliste (« erpéiste ») et le gros du parti